



NATIONS UNIES
BURUNDI



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE



**REALISATIONS
DES NATIONS UNIES
AU BURUNDI EN
2021**



REALISATIONS DES NATIONS UNIES AU BURUNDI EN 2021

Crédits

Production: ©ONU Burundi

Photographie: ©UNICEF Burundi/Hamburger; ©UNICEF Burundi/Uwamahoro

©WFP Burundi/Nduwayezu; ©WFP Burundi/Ishimwe ©ONU FEMMES

Burundi/Kwizera; ©OIM Burundi/Brown; ©PNUD Burundi/Ineza



LISTE DES ACRONYMES

AVAT	Africa Vaccine Acquisition Trust
BAD	Banque Africaine de Développement
BBIN	Burundi Business Incubator
BOS	Business Operations Strategy
CEFOD	Centre pour l'Expertise Foncière et le Développement Communautaire
CERF	Fonds Central d'intervention d'urgence des Nations Unies
CM1	Cours moyen 1ère année
CTIS	Comité Technique de l'Information Statistique
DaO	Delivering as One
DMU	Dispositif Minimum d'Urgence
DTM	Displacement Tracking Matrix
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FARNS	Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GISE	Groupe Interagence de Suivi et Evaluation des Nations Unies
GTC	Groupe Technique Conjoint
ISTEEBU	Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi
JIPS	Joint IDP Profiling Service
MPTF	Multi-Partner Trust Fund
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ODD	Objectifs de Développement Durable
OHCHR	Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernemental
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour les Femmes
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PBF	Peace Building Fund
PCD	Plans Communaux pour le Développement
PEAS	Prévention contre l'Exploitation et l'Abus Sexuel
PMT	Program Management Team
PNCP-SS-PCE	Programme National de Consolidation de la Paix, Stabilité Sociale et Promotion de la Croissance Economique
PND	Plan National de Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RDC	République Démocratique du Congo
RRC	Réduction des Risques et Catastrophes
SDG	Sustainable Development Goals
SNU	Système des Nations Unies
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
UNCT	United Nations Country Team
UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Burundi
UNDSS	United Nations Department of Safety and Security
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services d'appui aux projets
USD	United States Dollar
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
VSBG	Violences Sexuelles et Basées sur le Genre



TABLE DES MATIERES

Message du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies	6
Résumé Exécutif	8
Equipe de Pays des Nations Unies	9
1. Principaux axes de développement au niveau national et régional	11
2. Appui du Système des Nations Unies aux Priorités de développement nationales	15
2.1. Analyse des résultats du Système des Nations Unies	17
2.2. Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération	19
2.3. Appui aux partenaires et financement du Programme 2030	33
2.4. Résultats des Nations Unies travaillant mieux ensemble	35
2.5. Evaluations et leçons apprises	36
2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources	37
3. Priorités de l'Equipe de Pays des Nations Unies pour 2022	41



MESSAGE DU COORDONNATEUR RESIDENT DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AU BURUNDI

L'année 2021 a été marquée par une montée en puissance du Burundi sur la scène internationale et une ouverture croissante du Gouvernement vis-à-vis de ses partenaires au développement. Cela s'est vu en décembre 2021 lors du dialogue de haut niveau auquel le Président de la République a convié les partenaires au développement, dont les Nations Unies. Un forum national sur le développement du Burundi a également été organisé en novembre 2021 et a permis des discussions franches entre Burundais sur les défis et priorités de développement du pays.

C'est avec beaucoup d'optimisme, donc, que je vous présente le Rapport Annuel 2021 du Cadre de Coopération entre le Gouvernement du Burundi et le Système des Nations Unies (SNU). L'année 2021, à de nombreux égards, a été une année de transition qui a permis de poser les jalons pour une collaboration franche, transparente et tournée vers l'impact entre le Gouvernement du Burundi, le Système des Nations Unies et les autres partenaires. Ce rapport présente les réalisations et les leçons apprises sur lesquelles nous capitaliseront en 2022 et au-delà.

Les actions de l'ONU restent guidées par les priorités contenues dans les stratégies et politiques du pays. En avril 2021, le Gouvernement du Burundi a adopté le « Programme National de Capitalisation de la Paix, Stabilité Sociale et Promotion de la Croissance Économique (PNCP-SS-PCE) » avec des axes prioritaires qui guident notre action commune pour la réalisations des Objectifs Durables au Burundi. En soutien à ces priorités nationales, le Système des Nations Unies et le Gouvernement du Burundi ont entamé le développement d'un programme intégré et innovateur sur les systèmes alimentaires. De même, les agences du Système des Nations Unies ont mis en place le premier fonds fiduciaire multipartenaire. Cet outil stratégique de mobilisation de partenariats, y compris ceux non-traditionnels, est déjà opérationnel.

En 2022, le SNU compte consolider et bâtir sur les acquis de l'année précédente. Le SNU et le Gouvernement du Burundi développeront le nouveau Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable au Burundi qui devrait donner un élan nouveau dans l'innovation et la mobilisation pour la mise en œuvre du Plan National de Développement et du PNCP ainsi que pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Dans le même prolongement, le SNU travaillera avec le Gouvernement du Burundi sur les thématiques stratégiques transversales que sont la digitalisation, la coordination et le suivi efficace de l'aide, ainsi que les systèmes statistiques qui sont essentiels pour la collecte et l'accès à des données fiables et de qualité, notamment dans l'identification des groupes les plus vulnérables.

Je voudrais conclure sur ces bonnes perspectives en profitant de l'opportunité qui m'est offerte ici pour remercier, au nom du SNU, le Gouvernement du Burundi, nos partenaires techniques et financiers, nos partenaires de mise en œuvre, la société civile, les universités et le secteur privé pour leur engagement et leur détermination à combattre la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, et à ne laisser personne de côté au Burundi.

Je voudrais également remercier le personnel du Système des Nations Unies qui travaille quotidiennement pour la mise en œuvre des projets et programmes.

Merci

Damien MAMA
Coordonnateur Résident, ONU Burundi



RESUME EXECUTIF

Ce rapport rend compte des principaux résultats atteints, au titre de l'année 2021, dans le cadre de la coopération entre le Burundi et le SNU.

Dans le domaine de l'Education de Qualité, les interventions ont contribué à élargir l'accès à l'éducation dans le pays avec une amélioration du taux brut de scolarisation de 2,3% sur la période à la suite du renforcement de l'infrastructure scolaire et la mise en place d'activités facilitant la rétention à l'école, à l'image du programme de cantine scolaire dont a bénéficié près de 700 000 filles et garçons.

En matière de santé, le Burundi a impulsé la marche vers la couverture Sanitaire Universelle, en promouvant un accès équitable, durable et continu aux services de santé malgré les contraintes de la seconde année de la pandémie du COVID-19. Parallèlement à l'appui à la riposte contre la COVID-19 d'autres programmes se sont poursuivis, notamment le maintien des traitements contre le paludisme, le VIH/SIDA, l'accès aux interventions multisectorielles de nutrition dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de malnutrition. En 2021, 73 569 personnes, dont 599 enfants de 6-59 mois, 442 femmes enceintes et allaitantes et 528 enfants réfugiés, souffrant de malnutrition aiguë modérée, ont été traitées dans les centres de santé offrant les services de supplémentation nutritionnelle avec un taux de guérison de 94%.

En matière d'Intégration Socioéconomique et de Fourniture de Services de Protection sociale, 423 287 personnes (dont 650 réfugiés et déplacés et 280 personnes vivants avec un handicap) ont bénéficié de transferts sociaux, tandis que 100 718 personnes ont bénéficié d'un appui non-financier, favorisant leur inclusion sociale à travers des initiatives fonctionnelles de génération de revenus. En outre, le Burundi en collaboration avec Système des Nations Unies a continué à investir dans les initiatives d'appui à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. Ainsi, en 2021, plus de 60% des activités génératrices de revenus financées par le SNU ont bénéficié aux jeunes et aux femmes.

En matière d'autonomisation économique des femmes et des jeunes, de nombreuses initiatives mises en œuvre ont permis d'améliorer la capacité de génération de revenu de plus de 21 000 femmes mais aussi de nombreux jeunes à travers des appuis institutionnels. En outre, un demi-million de femmes

ont bénéficié de renforcement des capacités sur des sujets variés incluant les concepts clés de l'égalité du genre, les bonnes pratiques nutritionnelles, l'identification des risques de violences sexuelles-basées sur le genre (VSBG), la gestion des cas de VSBG, la Prévention contre l'Exploitation et l'Abus Sexuel (PEAS).

En matière de Mécanismes de Prévention et Gestion des Crises et Risques de Catastrophes, le Burundi a développé avec des partenaires une plateforme d'informations en ligne qui rend accessible une cartographie des risques de chaque commune du pays et qui est nécessaire pour une meilleure prise de décision, la priorisation des investissements et des activités de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC).

Dans le domaine de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, le SNU a œuvré avec le Gouvernement du Burundi pour le développement des systèmes alimentaires durables et résilients en connectant les agriculteurs aux marchés, en améliorant leur accès au financement et en les soutenant dans les meilleures pratiques de récolte, de séchage et de stockage, réduisant ainsi les pertes post-récolte. De manière spécifique, des actions ont permis d'améliorer la productivité de l'agriculture qui reste un important défi pour le Burundi. Ces actions incluent la fourniture de 487 532 tonnes d'engrais minéraux pour améliorer la fertilité des sols, l'aménagement de 4 907 hectares de marais, la réhabilitation de 307 km de pistes et de 21 796 hectares de bassins versants protégés.

En matière de paix, justice et d'efficacité des institutions, les actions conjointes menées en 2021 ont permis une amélioration du système normatif avec l'élaboration des politiques et stratégies sectorielles alignées au Plan national de développement et aux ODD. Elles ont également contribué à réduire de 40% les arriérés de justice.

Ces différentes réalisations s'ajoutent aux efforts conjoints en vue de diminuer la taille de la population laissée pour compte ou à risque de l'être. Des appuis spécifiques ont ainsi permis d'améliorer les conditions de vie des populations Batwa, des enfants et des personnes en situations de handicap.

EQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES



Au Burundi, l'équipe de pays des Nations Unies est composée par le Coordonnateur Résident et les Représentant(e)s des entités suivantes : FAO, HCR, OMS, ONU Femmes, PAM, PNUD, UNFPA, UNICEF, ONUSIDA, FIDA, OIM, OCHA et UNESCO.

Lors de la signature de l'UNDAF 2019-2023 en janvier 2019, 12 agences étaient résidentes (FAO, FIDA, OIM, OMS, ONU Femmes, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNESCO, UNFPA, UNHCR et UNICEF) et 5 agences non-résidentes (UNOPS, PNUE, UNCDF, OHCHR et OIT). En septembre 2021, un nouveau Coordonnateur Résident a rejoint l'équipe de pays. L' UNCDF et L'OIT ont des chargés de programme dans le pays tandis que UNOPS a soumis une requête d'accréditation auprès du Gouvernement burundais pour ouvrir un bureau dans le pays.



PARTENAIRES CLES POUR LE DEVELOPPEMENT



Gouvernement du Burundi



Union Européenne



Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne



Gouvernement du Canada



Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique



Gouvernement de la République de France



Gouvernement de la Confédération Suisse



Gouvernement du Royaume des Pays-Bas



Gouvernement du Royaume de Belgique



Gouvernement du Royaume Uni



Gouvernement du Japon

Les partenaires non-gouvernementaux



Autres partenaires

A.C.O.R.D, ADIC, AECID, AFD, APROCUVI, BBIN, CCAPAD, CEFOD, Climate Finance Leardership, COCODE, Consortium OPPVA, Empowering Response Burundi, Fonds Vert pour le Climat, GAFSP, JRS, OFID et le Réseau BURUNDI 2000 Plus

Collaborations sectorielles et thématiques : Les agences du Système des Nations Unies au Burundi assurent le lead ou le co-lead de 17 groupes sectoriels et thématiques et contribuent de cette manière au renforcement de la coordination entre les différents partenaires œuvrant au Burundi.. La participation de l'équipe de pays des Nations Unies au Forum National sur le Développement et à la Table Ronde présidés par S.E. le Président Evariste Ndayishimiye a été l'occasion de convenir conjointement de nouvelles approches pour renforcer les mécanismes de coordination et le multilatéralisme entre le Burundi et ses partenaires.

Partenariats avec le secteur privé : Dans le cadre de l'Effet 5 de l'UNDAF, sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, le Burundi et le SNU ont développé des partenariats public et privé impliquant des commerçants, des opérateurs industriels, le Burundi Business Incubator (BBIN), ou encore le Centre pour l'Expertise Foncière et le Développement Communautaire (CEFOD). Grâce à des accords de partenariat avec les entreprises privées comme Savor la fabrication de savon bleu se fait à un coût plus abordable dans le cadre de la prévention de la propagation de la pandémie du COVID-19.

A photograph showing a woman with glasses and a headscarf holding a crying baby. Another person's head is visible in the foreground, partially obscuring the woman. The background is slightly blurred, showing other people.

1

PRINCIPAUX AXES DE DEVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL ET REGIONAL





ALIGNEMENT DE L'UNDAF AUX DOCUMENTS STRATEGIQUES NATIONAUX

Effet 1: Education de qualité

- Renforcement des capacités institutionnelles et pédagogiques
- Accroissement de l'accessibilité pour les filles et garçons à l'éducation

Effet 2: Couverture sanitaire universelle

- Santé
- Lutte contre le VIH
- Malnutrition
- EHA (Eau-Hygiène-Assainissement)

Effet 3: Intégration socio-économique et service de la protection sociale

- Autonomisation financière, entrepreneuriat
- Renforcement des services de protection sociale

Effet 4: Mécanismes de prévention et gestion des crises et des catastrophes

- Gestion durable des ressources naturelles
- Adaptation aux changements climatiques
- Décentralisation des mécanismes de prévention risques et catastrophes

Effet 5: Agriculture et sécurité alimentaire

- Rendements agricoles
- Transformation de la production agro-sylvo-zootechnique

Effet 6: Paix, Justice et Institutions efficaces

- Justice
- Gouvernance
- Paix et cohésion sociale

PND Orientation stratégique 2: *Développer le capital humain*

PNCP-SS-PCE Composante 4: *Formation professionnelle* et composante 3 en ce qui concerne l'augmentation des capacités d'accueil en éducation

PND Orientation stratégique 2: *Développer le capital humain*

PNCP-SS-PCE Composante 3: *Accès aux besoins de base*

PND Orientation stratégique 1: *Dynamiser les secteurs porteurs de croissance*

PNCP-SS-PCE Composante 2: *Conception et mise en oeuvre des projets multisectoriels créateurs d'emploi*

PND Orientation stratégique 3: *Protéger l'environnement, s'adapter aux changements climatiques et améliorer l'aménagement du territoire*

PNCP-SS-PCE Composante 1: *Réinsertion et réinstallation durable des personnes affectées par les conflits et catastrophes naturelles*

PND Orientation stratégique 1: *Dynamiser les secteurs porteurs de croissance*

PNCP-SS-PCE Composante 2: *Conception et mise en oeuvre des projets multisectoriels créateurs d'emploi*

PND Orientation stratégique 4: *Renforcer la sauvegarde de la souveraineté nationale, la sécurité et la gouvernance*

PNCP-SS-PCE Composante 1: dans son aspect *Cohésion sociale et prévention des conflits*

Au cours de l'année 2021, qui marque aussi l'an trois de mise en œuvre du Plan National de Développement, l'économie a retrouvé le chemin de la reprise commencée en 2019, en dépit de la dépréciation due à la crise du COVID-19. La croissance a été estimée à 3,3% en 2021 contre une récession de -0,5% en 2020 . Cette reprise a été soutenue par la consommation publique en raison de la hausse des dépenses de santé et de l'expansion modérée de l'industrie alimentaire du côté de l'offre.

En revanche, le rythme déjà très modeste de la transformation structurelle est encore freiné par la faiblesse de l'infrastructure économique du pays, y compris de faibles niveaux d'accès à l'énergie. Le fait que 48% de la population ait moins de 15 ans , que la productivité agricole observe une baisse constante, poussant les jeunes hors du secteur agricole, que l'urbanisation est croissante, que les jeunes sont de mieux en mieux formés, et que le secteur industriel représente moins de 3,5% de l'emploi , suggèrent un déséquilibre entre demande et offre sur le marché du travail pour les jeunes qui va vraisemblablement augmenter. Le niveau de chômage et de sous-emploi est élevé particulièrement pour les jeunes et les femmes. La faible autonomisation socio-économique des femmes est l'un des facteurs de leur faible inclusion au développement du pays. 17% seulement des femmes (contre 63% des hommes) ont accès à la terre et à la propriété, ce qui entraîne également une faible inclusion financière causée en partie par le manque de garantie foncière (7,9% contre 17,5 % pour les hommes) .

De plus, des aléas climatiques majeurs ont perturbé les activités de nombreux secteurs au cours de l'année 2021 avec une sécheresse qui a touché les régions du nord du pays, la montée significative du niveau du lac Tanganyika, et le débordement des rivières Rusizi et Kajeke qui ont provoqué d'importantes inondations. Il en résulté des dommages importants aux infrastructures, notamment aux habitations, ainsi qu'aux services sociaux de base, et la destruction partielle ou totale d'écoles et d'établissements de santé. En mai 2021, environ 14 000 ménages (environ 70 000 personnes) ont été touchés par ces aléas climatiques dans les provinces de Bujumbura Rural, Rumonge et Makamba, contraignant plus de 5 000 familles à se déplacer .

De septembre 2017 à fin 2021, le retour volontaire de 185 773 Burundais réfugiés (dont 60 000 en 2021), a généré un besoin de prise en charge immédiat mais également la nécessité d'assurer leur réintégration socioéconomique durable tout en maintenant la cohésion sociale nécessaire avec les communautés hôtes.

En réponse à ces défis, le «Programme National de Capitalisation de la Paix, Stabilité Sociale et Promotion de la Croissance Économique» a été lancé avec pour objectif de « promouvoir le développement intégral du monde rural » et de faire du Burundi « une puissance régionale émergente à l'horizon 2040, portée par des sources de croissance diversifiées et durables, créatrices de valeurs ajoutées et d'emplois et assurant à chaque burundais, un accès adéquat aux services sociaux de base et à un logement décent».

L'action concertée du Système des Nations Unies a consisté à mettre en cohérence le Plan de Réponse humanitaire, le plan de réponse socioéconomique à la crise du COVID-19 (SERP 2021-2022) et le UNDAF 2019-2023, à travers un plan de travail conjoint et intégré 2021-2022. Ce processus a également répondu au besoin d'opérationnaliser l'approche nexus humanitaire-paix-développement qui demeure particulièrement pertinente dans le contexte du Burundi et de son exposition cyclique aux chocs (conflits, catastrophes naturelles et épidémies).



2

APPUI DU SNU AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT



2.1. ANALYSE DES RESULTATS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Au cours de l'année 2021, en dépit de la persistance de la pandémie due au COVID-19 et des aléas climatiques ayant affectés 14 des 18 provinces du pays, le Gouvernement du Burundi et l'équipe de pays des Nations Unies ont travaillé à consolider les acquis des années précédentes, notamment en améliorant l'articulation entre les activités humanitaires et celles de développement.

La mise en œuvre d'activités dans les six Groupes d'Effets, qui constituent le UNDAF 2019-2023 et également la base du plan de travail conjoint 2021-2022, a conduit à des résultats positifs et des avancées significatives dans la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) et dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Education de qualité

Les interventions menées par le Burundi en collaboration avec le SNU ont contribué à élargir l'accès à l'éducation dans le pays:

1374 infrastructures (1 103 infrastructures d'hygiène, eau et assainissement, 200 foyers améliorés, 16 nouvelles salles de classe, 25 magasins de stockage, 30 nouveaux systèmes de collecte des eaux de pluies) ont été construites dans les écoles à travers le pays pour favoriser la continuité de l'enseignement et la rétention des enfants en situation de vulnérabilité dans un contexte de pauvreté accrue due aux conséquences socioéconomiques de la pandémie et des catastrophes naturelles.

Le programme de cantines scolaires, dont ont bénéficié **635 166** élèves du fondamental (dont 316 260 garçons et 318 906 filles) ont également contribué à la rétention scolaire de 648 973 enfants (dont 323 189 filles). Par conséquent, le taux brut de scolarité aux cycles 1 à 3 a connu une augmentation de **2,3%** entre 2020 et 2021, grâce notamment à l'action de l'équipe de pays du SNU au Burundi et à la collaboration du Gouvernement.

Intégration socio-économique et services de la protection sociale

432 287 personnes (dont 650 réfugiés et déplacés et 280 personnes vivants avec un handicap) ont bénéficié de transferts sociaux, tandis que 100 718 personnes ont bénéficié d'un appui non-financier, favorisant leur inclusion sociale à travers des initiatives fonctionnelles de génération de revenus.

En outre, le Burundi a continué à investir dans les initiatives d'appui à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. Ainsi, en 2021, plus de **60%** des activités génératrices de revenus financées par le SNU ont bénéficié aux jeunes et aux femmes (contre 14% avant le lancement de l'UNDAF).

Couverture sanitaire universelle

Un accès équitable, durable et continu aux services de santé a été promu pendant la seconde année de la pandémie du COVID-19.

Jusqu'en octobre 2021, le Burundi était l'un des 2 pays d'Afrique (avec l'Érythrée) ne disposant pas de programme de vaccination contre le COVID-19. Bien que le Gouvernement n'ait pas encore rejoint le programme COVAX, grâce à la concertation entre l'équipe de pays du SNU, les autres partenaires et les autorités nationales, le Gouvernement du Burundi a lancé un programme de vaccination en octobre 2021 en s'appuyant sur les vaccins achetés par l'intermédiaire de l'Africa Vaccine Acquisition Trust (AVAT).

Mécanismes de prévention et gestion des crises et risques de catastrophes

Une plateforme d'informations en ligne sur les risques a été développée et rendue accessible, générant une cartographie des risques au Burundi. Cet outil innovateur permet aux différentes parties prenantes de la Réduction des Risques et Catastrophes (RRC) d'avoir accès aux informations sur le profil du risque de chaque commune du pays en vue d'une meilleure prise de décision, de la priorisation des investissements et des activités de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC).

L'outil a notamment permis en mai 2021 le déclenchement d'une assistance anticipée en cash à Rumonge au profit de **12 815** personnes pré-identifiées "à risque élevé" face à la montée des eaux du Lac Tanganyika.

Agriculture et sécurité alimentaire

Le Système des Nations Unies a fourni **487 532** tonnes d'engrais minéraux aux acteurs du secteur agricole pour améliorer la fertilité des sols. En outre, 4.907 hectares de marais ont été aménagés, 307 km de pistes réhabilités et 21 796 hectares de bassins versants protégés.

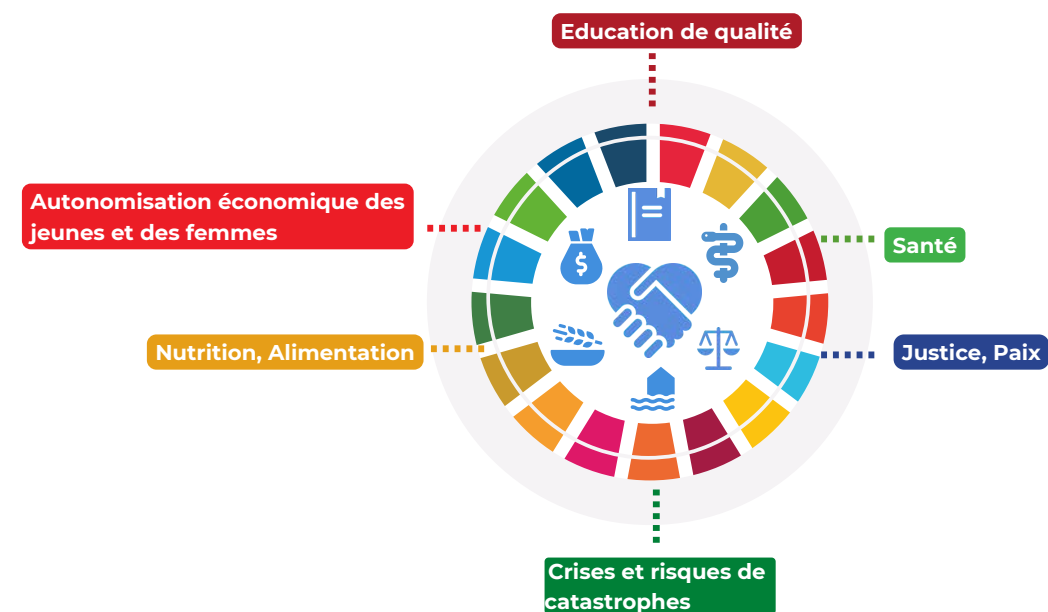
En plus, **16** magasins de stockage ont été construits et **113** coopératives regroupant 8 807 petits producteurs ont reçu un appui leur permettant de fournir des provisions aux cantines scolaires. En 2021, Burundi avec l'appui du SNU a entamé le développement des systèmes alimentaires durables et résilients en connectant les agriculteurs aux marchés, en améliorant leur accès au financement et en les soutenant dans les meilleures pratiques de récolte, de séchage et de stockage, réduisant ainsi les pertes après récolte.

Paix, justice et institutions efficaces

40% de réduction d'arriérés judiciaires, en matière foncière, à travers les audiences foraines et l'aide légale dans 5 provinces (Makamba, Rutana, Bururi, Rumonge et Kayanza) du pays.

35% de réduction de la population carcérale, à travers un appui opérationnel aux entités de contrôle au sein du système judiciaire.

Un autre résultat significatif constitue l'élaboration des politiques et stratégies sectorielles alignées au plan national de développement et aux ODD, avec l'appui du Système des Nations Unies à 10 ministères.



2.2. PRIORITES, REALISATIONS ET PRODUITS DU SNU

EFFET 1



1.2%
d'augmentation
du taux brut de
scolarisation en
2021, soit 13.4%
(2020/2021) contre
12.2% (2019/2020).

2 591 559
d'enfants dont (1
324 999 filles, 28
802 réfugiés et
190 en situation
de handicap) ont
reçu un kit de
matériel scolaire,
pour réintégrer
l'école;

Pour renforcer la rétention
scolaire des jeunes filles, le
Système des Nations Unies a
contribué à l'élaboration de la
stratégie Nationale de lutte
contre les grossesses des élèves
et les abandons scolaires ainsi
que le guide harmonisé de
fabrication des serviettes
d'absorption du flux menstruel.



14 892
membres du
personnel ont vu
leurs compétences
didactiques
renforcées, en
matière de
protection des
enfants et de
gestion en
situation de
catastrophes, en
2021.

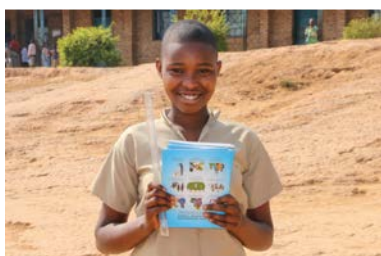
28 086
élèves (dont 13 907
filles) victimes des
catastrophes
naturelles ont reçu
des fournitures de
classes.

24
salles de classe ont
été réhabilitées;



1219
points d'adduction d'eau et 30
collecteurs d'eau de pluie ont
été construits dans les
infrastructures scolaires pour
endiguer à la pandémie de la
COVID-19.

767 970
élèves (dont 391
665 filles) désormais
se lavent
régulièrement les
mains et accèdent
aux toilettes.



"Voilà, j'ai reçu quatre cahiers, un stylo, un crayon et une règle" rayonnante, Emilienne raconte

UN OUF DE SOULAGEMENT POUR EMILIENNE

Emilienne, 16 ans, une adolescente de la province de Kirundo est élève à l'école de base de Rutabo en classe de CM1. Née d'une famille très pauvre de huit enfants et vivant non loin de l'école dans un site de déplacés de 1900 ménages, elle est consciente que ses parents agriculteurs peinent à subvenir aux besoins familiaux encore moins aux besoins scolaires. Malgré cette précarité, Emilienne continue à aller en classe, avec un kit de seulement deux cahiers et portant un uniforme usé.

A travers l'appui du SNU à la campagne " Retour à l'école", Emilienne a pu bénéficier d'un soutien matériel en kits de fournitures scolaires. " Avec six cahiers maintenant, je suis en mesure d'assister aux cours", se réjouit-elle " Mes frères ont aussi reçu du matériel. Papa devra travailler dur pour nous garder à l'école".

En 2021, le Système des Nations Unies et ses partenaires ont pu accompagner 2.5 millions d'enfants vulnérables comme Emilienne, avec un kit de fournitures scolaires.



L'effet 1 de l'UNDAF est aligné sur les axes éducation et formation, dividende démographique, emploi décent et jeunesse, développement des infrastructures d'appui à la production (énergie, eau potable, transport, TIC, etc.) du Plan National de Développement 2018-2027. Il contribue à l'atteinte des ODD 4 "Education de qualité" et 9 "Industrie innovante et infrastructure".

LES ODD CIBLES:



LES AGENCES AYANT CONTRIBUE:



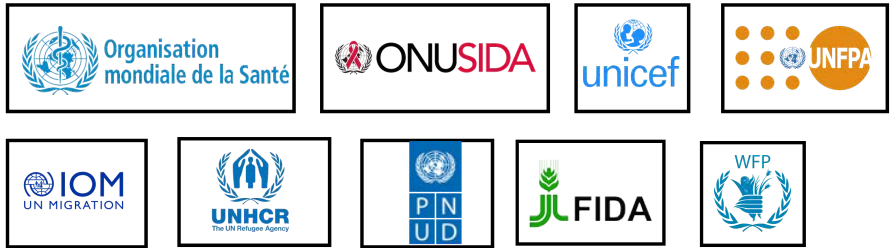


L'effet 2 de l'UNDAF est aligné sur les axes santé, dividendes démographiques, ressources en eau et assainissement global et développement des infrastructures d'appui à la reproduction du PND. L'effet 2 contribue à la réalisation des ODD 2,3 et 6.

LES ODD CIBLES:



LES AGENCES AYANT CONTRIBUE:



EFFET 2



5 346 592

dont 2 970 557 femmes ont été appuyées par les entités du Système des Nations Unies dans l'administration de traitements antipaludiques de première intention.

73 222

personnes vivant avec le VIH, dont 47 928 femmes ont bénéficié de traitement antirétroviral.

58 512

enfants de moins de 5 ans, ont bénéficié de prise en charge médicale et 2 230 femmes enceintes ont reçu leur première consultation prénatale, dans les camps des réfugiés.



94%

de taux de guérison dans les centres de santé offrant les services de supplémentation nutritionnelle.

73 569

personnes, dont 599 enfants de 6-59 mois, 442 femmes enceintes et allaitantes et 528 enfants réfugiés, souffrant de malnutrition aiguë modérée ont été traitées.



130

femmes présentant des fistules obstétricales ont eu accès à une chirurgie de réparation.

Dans le même cadre, 843 prestataires de services de santé et 2 735 agents de santé communautaire et personnel d'appui provenant de 137 établissements sanitaires ont été renforcés.

2 127

femmes dans des camps des réfugiés ont bénéficié pendant l'accouchement d'une assistance par un personnel qualifié.

LA FISTULE OBSTETRICALE, CE VIEUX DEMON

Marguerite Sinzobakwira a souffert de la fistule obstétricale pendant 40 ans. Pour elle, ces années rimaient avec calvaire et mépris dans sa communauté. Grâce au Centre Rumuri avec l'appui de l'UNFPA et ses partenaires, Marguerite a pu se faire traiter. "Je ne laisserai personne de mon entourage subir le même sort que moi", tranquillise Marguerite Sinzobakwira devenue pionnière dans sa communauté, où elle mène des sessions de sensibilisation autour de cette maladie.



"J'ai toujours vécu le rejet à cause de la fistule obstétricale"



L'effet 3 de l'UNDAF est aligné sur les axes de protection sociale et emploi décent et jeunesse du PND. Il contribue à l'atteinte des ODD 5 et ODD 8.

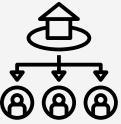
LES ODD CIBLES:



LES AGENCES AYANT CONTRIBUE:



EFFET 3



Afin de favoriser l'inclusion sociale, les entités du SNU ont mis en œuvre des initiatives fonctionnelles de génération de revenus, dans le cadre desquelles 100 718 personnes ont bénéficié d'un appui non-financier.

501 836 femmes ont bénéficié de renforcement des capacités sur des sujets variés incluant l'égalité du genre, les bonnes pratiques nutritionnelles, l'identification des risques et la gestion des cas de VSBG et la PEAS.

21 362 femmes (y compris 9 378 femmes déplacées) ont bénéficié de formations favorisant leur autonomisation et insertion professionnelles et économiques.



Afin de faciliter la sécurité des lieux de travail dans le contexte du COVID-19, 82 formations ont été organisées dont 18 dispensées aux entreprises formelles et informelles, ainsi que 64 ateliers portant notamment sur le Dispositif Minimum d'Urgence (DMU) et la Protection contre l'Exploitation et l'Abus Sexuel et la gestion des VSBG.

En ce qui concerne les interventions de plaidoyer, 6 745 activités de communication et de plaidoyer soutenant la planification sensible au genre ont été soutenu, à travers 6 744 sessions de dialogue communautaire et de plaidoyer organisées par les femmes médiatrices de paix.



11 initiatives ont été mises en œuvre par le SNU, dans le but de rassembler les jeunes autour d'une activité génératrice de revenu mettant en œuvre des idées innovantes et de programmes de création d'entreprise.

A ceci s'ajoutent 4 structures sociales incluant 2 centres artisanaux et 2 espaces sûrs pour les femmes et filles qui ont été mis en place pour permettre les activités de production artisanale pour les jeunes.

LES FEMMES AU CENTRE DE L'EMANCIPATION ECONOMIQUE

Les femmes du réseau coopératif "Haguruka Twese Hamwe", de la Commune Giheta, Province Gitega, témoignent de l'amélioration de leur situation socio-économique. En effet, grâce à l'octroi d'un crédit de 600 000 FBU, ce réseau a pu accroître son rendement, de telle manière que les produits non écoulés au marché local sont désormais exportés dans d'autres provinces.

Outre l'autonomisation financière, les bénéficiaires du réseau affirment s'investir dans la prévention et la résolution des conflits communautaires, l'animation des dialogues communautaires et la sensibilisation au leadership et à la participation aux élections. D'où beaucoup d'entre-elles ont été élues au niveau collinaire.

"Haguruka Twese Hamwe" comme d'autres groupements communautaires s'inscrit dans le cadre du projet de "Prévention des conflits et autonomisation des femmes", financé par le Fonds WPHF à travers l'ONG Saemaul Undong et ONU Femmes. Ce projet est présent dans les provinces de Bubanza, Cibitoke, Gitega, Rumonge et Karusi.



"Les femmes du réseau coopératif "Haguruka Twese Hamwe" nettoient leur récolte de haricot."

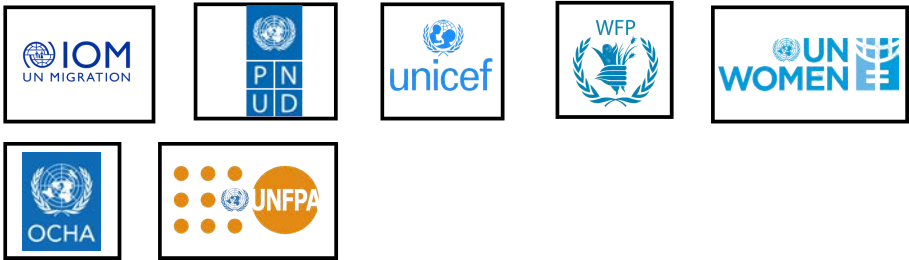


L'effet 4 de l'UNDAF est aligné sur trois axes d'intervention du Plan National de Développement qui sont (i) la gestion durable de l'environnement, (ii) l'adaptation au changement climatique et (iii) l'aménagement du territoire. Par ailleurs, l'effet 4 contribue aux ODD 11 « villes et communautés durables », 13 « mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques » et 15 « vie terrestre ».

LES ODD CIBLES:



LES AGENCES AYANT CONTRIBUE:



EFFET 4



Pour faire face à l'intensification et à la cyclicité des aléas climatiques, les agences onusiennes participant à l'Effet 4 ont appuyé les plateformes provinciales et communales dans l'actualisation ou le développement des plans de contingence au niveau de 9 provinces et 65 communes en 2021. De plus, 55 collines des 50 communes les plus à risques ont été dotées des équipes d'Urgence d'interventions communautaires.



44
écoles et 6 centres de santé ont été équipés en électrification solaire.

80
coopératives ont été équipées en lampes et chargeurs solaires facilitant les activités commerciales de 3 397 jeunes (1 490 filles et 1 907 garçons).



En agissant sur la restauration des paysages dégradés, le Burundi et le SNU ont permis aux communautés de multiplier les plants forestiers et agroforestiers avec les feuilles de bananiers biodégradables

7 200 000
plants forestiers et agroforestiers ont été produits dans les provinces de Mwaro, Muramvya et Gitega et permis de reboiser 58 collines.

100 000
plants de bambous ont été produits et plantés pour stabiliser les berges des rivières Kayokwe et Kaniga renforçant ainsi la résilience des communautés face aux risques d'inondations.

"SECOURIR, MON BUT ULTIME"

Bénévole auprès de la Croix-Rouge, Nadège Nkorerimana se dit désormais mieux préparée à agir en cas d'urgence, grâce à la formation qu'elle a suivie avec l'OIM, dans le cadre du Programme de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) offert par l'OIM en collaboration avec le Gouvernement du Burundi.

En effet, elle affirme qu'elle a déjà été amenée à secourir une famille des eaux d'inondation grâce aux nouvelles compétences acquises dans le programme. Pour elle, ceci est sa façon de soutenir sa communauté.



"Je suis heureuse d'avoir suivi la formation CERT de l'OIM", confie Nadège Nkorerimana



EFFET 5



51 690

ménages, dont 26 878 représentés par des femmes, ont eu accès aux intrants agricoles dans 12 provinces du pays.

139 400

tonnes de semences vivrières de qualité (maïs, haricot, pomme de terre et riz) aux agriculteurs.

10 780 000

de plants agroforestiers ont été distribués pour la protection intégrée des exploitations.



16

magasins de stockage ont été construits,

12

décortiqueuses acquises,

10

unités de stockage-séchage du maïs et 12 centres de collecte de lait construits,

825

kits de conservation des récoltes ont été distribués.



3 290 332 \$

ont été injectés dans l'économie locale.

7 901

tonnes de vivres et 1 063 tonnes de lait pour appuyer les programmes d'assistance alimentaire.

105 485

personnes issues des familles vulnérables ont bénéficié de transferts monétaires

équivalents à 1 898 094 USD pour l'acquisition d'actifs de production agricole.



L'engagement du SNU en 2021 a fait en sorte que 113 coopératives de 8 807 petits producteurs fournissent des vivres aux cantines scolaires et bénéficient de plusieurs initiatives d'encadrement pour améliorer la qualité de leur service et la compétitivité sur le marché, y compris le E-business.

L'effet 5 de l'UNDAF est aligné au PND à travers le domaine de la prospérité de l'agriculture, l'élevage et sécurité alimentaire, le développement des infrastructures d'appui à la production, l'emploi décent et jeunesse, dividende démographie que gestion durable de l'environnement, ainsi qu'aux ODD 1,2,9,12 et 13.

LES ODD CIBLES:



LES AGENCES AYANT CONTRIBUE:



QUAND LA FAIM N'EST PLUS D'ACTUALITE

"Grâce aux Foyers d'Apprentissage et de Rehabilitation Nutritionnelle (FARNS), la malnutrition a été réduite à zéro", témoigne Flora Mukeshimana, de la colline Cihonda, de la commune Gashikanwa. Flora est une bénéficiaire de la deuxième phase du projet conjoint de la lutte contre la malnutrition dans la province Ngozi, mise en oeuvre par la FAO en collaboration avec le PAM et l' UNICEF.

Même son de cloche pour Gabriel Ndikumana, de la colline Masasu qui affirme qu'en 2021, rien qu'une quarantaine de ménages bénéficiaires des interventions du projet souffre encore de malnutrition contre 400 ménages, en 2017.

A la clôture de la deuxième phase du projet exécuté dans les communes de Ngozi, Mwumba, Nyamurenza, Ruhororo et Gashikanwa, le taux de prévalence de malnutrition a baissé jusqu'à 54%.



Flora Mukeshimana nourrissant ses deux petits garçons.



EFFET 6



Renforcement de la digitalisation et la modernisation des services administratifs. Le renforcement de capacités techniques et opérationnelles des communes et des bureaux fonciers communaux a permis l'amélioration des services administratifs au niveau local. La culture de travail en ligne a été développée au sein des ministères et entités étatiques, dans le cadre de la réponse socio-économique à la COVID-19.



La cohésion sociale a été améliorée à travers l'appui aux plateformes de dialogue et la mise en place de mécanismes locaux de médiation et de résolution des conflits incluant le leadership de la jeunesse.

1500 agents de changement, à part égale entre filles et garçons ont été formés et contribuent efficacement à la consolidation de la paix.

Une plateforme électronique d'enregistrement des compétences de la femme burundaise a été mise en place dans le cadre d'efforts visant l'égalité du genre.

Le SNU a collaboré avec le Gouvernement du Burundi dans l'élaboration d'un plan de réponse humanitaire pour assurer le bien-être physique et mental des populations affectées par les différentes catastrophes naturelles et afin d'assurer l'amélioration des conditions de vie de ces populations en alignement aux priorités nationales.



1 475 planificateurs communaux,

65 cadres des ministères sectoriels, ont été formés sur la méthode de priorisation et contextualisation des ODD dans les PCD.

10 ministères ont été appuyés dans l'élaboration des politiques et stratégies sectoriels alignés sur le PND et aux ODD.

DE VICTIME A HEROINE...

Victime de violence dans son domicile conjugal, Alice Kubwimana est une jeune femme de 25 ans et mère de deux enfants. Aujourd'hui, elle témoigne sur l'aide et les conseils qu'elle a reçus des femmes médiatrices de l'Association des femmes de Giteranyi, une initiative appuyée par le SNU.

En effet, pendant plus de 10 ans de vie commune, le mari d'Alice vivait avec le VIH et était sous anti-rétroviraux à l'insu de celle-ci. Heureusement, les femmes médiatrices ont pu l'accompagner dans ses démarches médicales et judiciaires.

Alice est désormais elle aussi une femme médiatrice au sein de l'Association des femmes actrices de paix et de dialogue et s'implique activement. Elle est également bénéficiaire du projet de "Renforcement des mécanismes locaux de prévention et de résolution des conflits au Burundi", mis en oeuvre conjointement par ONU Femmes, PNUD et OIM grâce aux Fonds PBF.



"Ce sont les femmes médiatrices qui m'ont soutenue et accompagnée pour me faire dépister et bénéficier du traitement antirétroviral", confie Alice Kubwimana

L'effet 6 de l'UNDAF est aligné aux interventions programmatiques dans le cadre de cet Effet sont alignées à l'Axe 13, Enjeu 2 du PND, et contribuent à atteindre les ODD5 et 16.

LES ODD CIBLES:



LES AGENCES AYANT CONTRIBUE:



Les principaux défis

Données fiables

Le manque de données récurrentes et fiables sur les conditions de vie de la population au Burundi empêche de mesurer de manière objective la portée des interventions du Gouvernement et de ses partenaires. Actuellement, 32% des indicateurs nécessaires pour un bon suivi des ODD n'est pas disponible et sur les 118 indicateurs disponibles, 80% d'entre eux ne sont pas à jour, avec un retard moyen de plus de deux années, et certains n'ont été renseignés qu'une ou deux fois pendant la décennie précédente.

Pour pallier ces insuffisances, des appuis multiformes ont été fournis à l'ISTEEBU, principalement des appuis financiers pour assurer les activités de collecte de données sur terrain, ainsi que des activités de renforcement des capacités pour la conduite des enquêtes et l'analyse des données. Ces appuis financiers ont permis à l'ISTEEBU de participer à des réunions internationales statutaires d'intérêt régional et national et d'organiser les réunions du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS). Le Système des Nations Unies appuie également l'ISTEEBU dans la préparation et l'organisation du recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage de 2022. Le SNU travaille également à la mise en place d'un programme interagence d'appui à l'ISTEEBU.

Défi lié à la COVID-19

La pandémie du COVID-19 a également impacté les réalisations de l'UNDAF en 2021. Bien qu'après une année de pandémie, le SNU était mieux préparé et organisé pour y faire face, notamment par son plan de contingence et de continuité des opérations sur terrain (Business Continuity Plan), les impacts de la pandémie ont retardé certains agendas et missions planifiées et augmenté le prix de certaines denrées, de matériel et les coûts de transport de ces intrants. Enfin, la pandémie a redirigé certains financements des partenaires vers d'autres priorités, notamment humanitaires et sanitaires, au détriment d'activités socioéconomiques.

Plate-forme limitée de dialogue avec les partenaires

Les consultations entre le SNU et les partenaires au développement se font régulièrement, toutefois l'absence d'une plate-forme coordonnée par le Gouvernement ralentit les efforts d'alignement. Cependant, suite à la table ronde des partenaires conviée par le Président de la République Burundaise en décembre 2021, il est anticipé que le Gouvernement continue de renforcer son leadership dans le dialogue et sur la coordination de l'aide.

Ne laisser personne pour compte: Les progrès réalisés

Le Burundi compte plusieurs groupes de populations en situation de vulnérabilité, notamment :

- les enfants vivant dans l'extrême pauvreté (environ 2,4 millions d'enfants de 0 à 8 ans, soit près de 40 % de ce groupe d'âge) ,
- les jeunes (hommes et femmes) vivant dans la précarité,
- les femmes de zones urbaine et rurale vivant dans la précarité ,
- les personnes vivant en situation d'handicap , les personnes vivant avec le VIH ,
- les migrants/retournés et populations à risque d'apatridie ,
- les populations victimes de la traite des personnes,
- les populations déplacées ou sinistrées des catastrophes naturelles et
- d'autres groupes particuliers comme les Albinos et les Batwa, entre autres.

En 2021, sur demande du Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, le Système des Nations Unies avec l'appui du JIPS a entrepris un exercice de profilage des personnes déplacées afin de réaliser, sur une base de données probantes, la mise en œuvre au niveau politique de la Stratégie Nationale de Réintégration. En outre, les agences des Nations Unies à travers leurs divers domaines d'expertise et d'intervention, ont pris des initiatives pour évaluer les progrès et défis de chacun de ces groupes. C'est le cas, par exemple de "L'impact du climat, de l'énergie et de l'environnement sur les enfants et leurs familles au Burundi" mené par UNICEF, ou du "Profilage DTM" fait par l'OIM.



Assistance aux enfants en situation de grande vulnérabilité

En 2021, les actions du Système des Nations Unies en appui au Gouvernement pour protéger les enfants ont permis à 176 847 enfants (84 395 filles ; 92 452 garçons) d'obtenir des actes de naissance leur permettant d'accéder aux services de base tels que la santé et l'éducation. En outre, 570 507 enfants vulnérables (302 960 filles, 267 547 garçons) dans des situations de crises humanitaires ont pu bénéficier de services de protection, tandis que 4 705 victimes (2 174 filles, 2 541 garçons) de violence (y compris des victimes de la traite des enfants), maltraitance et exploitation ont bénéficié d'un accès aux services de base, aux soins médicaux, à un abri d'urgence temporaire, à l'assistance juridique, à la réintégration communautaire et au soutien psychosocial.

Assistance aux Batwas

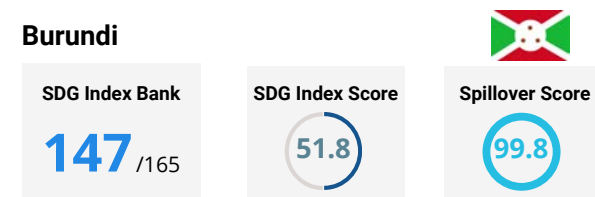
Durant l'année écoulée, 22 892 Batwas ont pu accéder aux services d'Etat civil, leur permettant d'exercer leurs droits civiques et politiques et ainsi progresser vers une meilleure inclusion dans la société burundaise. De plus, 1 752 Batwa ont eu accès aux actifs financiers à travers les microcrédit/cash transferts et les prix d'innovation.

Assistance aux personnes en situation de handicap

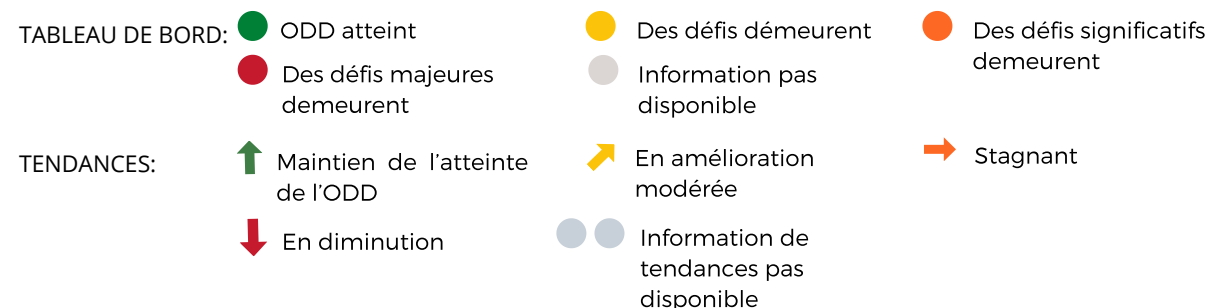
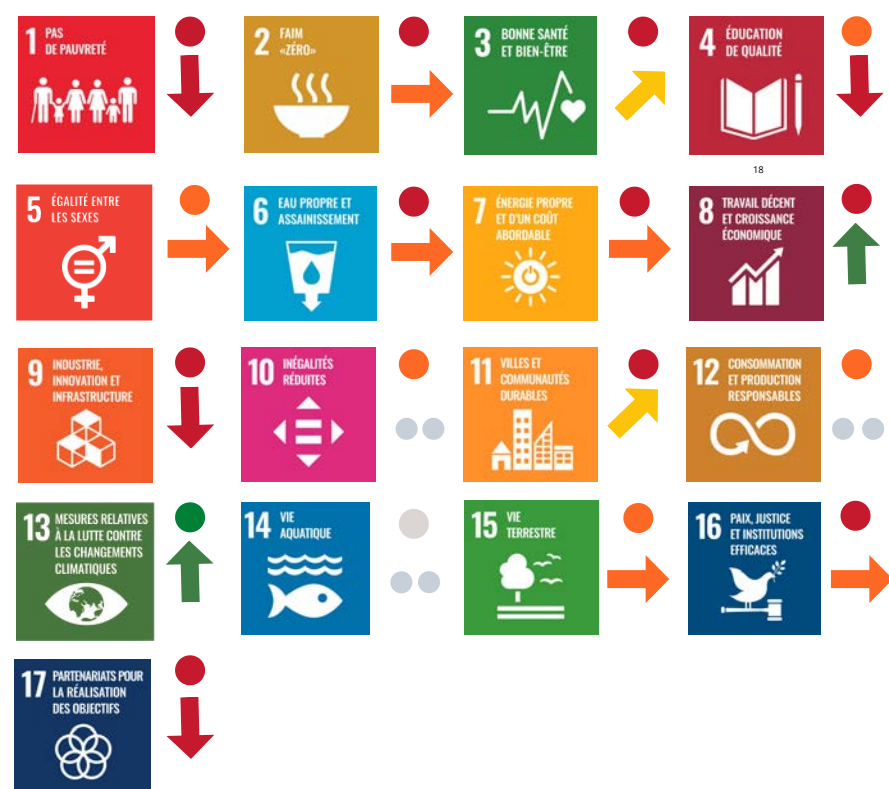
En 2021, 5 524 personnes vivant avec handicap ont eu accès aux actes de l'Etat civil. De la même manière, 717 personnes en situation de handicap (dont 394 femmes) ont eu accès aux actifs financiers à travers les microcrédit/cash transfert et les prix d'innovation.

2.3. APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030

Aperçu de la situation de la réalisation des ODD au Burundi :



Les ODD: tableau de bord et tendances



Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030 et les objectifs du développement durable, le Système des Nations Unies au Burundi a développé plusieurs partenariats de financement, y compris les trois exemples suivants.

Burundi MPTF : un mécanisme pour renforcer le multilatéralisme dans l'atteinte des ODD:

En octobre 2021, l'équipe de pays des Nations Unies a, à l'unanimité, adhéré à la mise en place d'un fonds fiduciaire multipartenaire des Nations Unies pour le Burundi (Burundi MPTF en anglais). Ce nouveau mécanisme est appelé à renforcer la capacité du Système des Nations Unies et des partenaires au développement à répondre aux priorités du Burundi en matière de développement socioéconomique.

Le Fonds fiduciaire multipartenaires piloté de manière tripartite (gouvernement du Burundi – bailleurs – équipe de pays des Nations Unies) supporte le financement de projets conjoints des agences alignés aux priorités du Burundi. Il a ainsi permis dès son adoption fin 2021 de mobiliser des ressources (contribution de la Suisse) pour le renforcement des actions des Nations Unies et de ses partenaires dans le domaine de la nutrition.

Partenariat interagence au travers du SDG Fund

Afin d'accélérer l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, l'appui du SNU au Burundi comprend depuis 2020 un programme conjoint du PNUD, UNCDF et UNICEF financé grâce au SDG Fund et appelé « Strengthening the architecture and the ecosystem for financing the Sustainable Development Goals (SDGs) in Burundi : A synergy of actions for integrated solutions ». Ce programme vise à doter le Burundi d'un mécanisme de financement des ODD robuste et est mis en place en étroite collaboration avec le Gouvernement du Burundi, principalement à travers le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique pour : (i) renforcer l'architecture nationale de planification et financement des ODD et (ii) catalyser l'implémentation des ODD en tirant partie de la planification et mobilisation de ressources au niveau local.

Ce programme a permis de dresser en 2021 le profil socioéconomique de toutes les provinces et une localisation des ODD à un niveau désagrégué.

"The Kibira Peace Sanctuary": Un partenariat régional ambitieux mis en place au travers du Peace Building Fund

En novembre 2021, l'équipe de pays des Nations Unies a obtenu une subvention de 3 millions de dollars américains du PBF pour appuyer un projet de conservation de la forêt de montagne tropicale du parc national de la Kibira, qui est à cheval entre quatre provinces et couvre une superficie de 40 000 ha le long de la frontière avec le Rwanda et la RDC.



Ce projet vise à favoriser un environnement propice à la conservation de la biodiversité et à une paix durable dans le parc national de la Kibira. Pour s'attaquer aux causes profondes interdépendantes et transnationales de l'instabilité dans la région des Grands Lacs et le parc national de la Kibira, ce projet mobilise un financement mixte pour soutenir des interventions conjointes de consolidation de la paix et de conservation qui ciblent les facteurs de conflit et d'instabilité associés au manque de protection du parc.



2.4. RESULTATS DES NATIONS UNIES TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE

Avec l'ouverture entamée par le Gouvernement du Burundi en 2021, l'année a été marquée par des développements significatifs sur de nombreux plans.

Au niveau politique, l'équipe de pays a pu adopter des positions concertées, alignées et cohérentes et porter les valeurs du Système des Nations Unies au Burundi d'une seule voix dans ses interactions stratégiques avec les Partenaires ou dans les grands rendez-vous de concertation nationale, comme lors de la Table Ronde des Partenaires du Burundi organisée en décembre 2021 par S.E. Evariste NDYHISIMIYE. S'exprimant au nom de l'équipe de pays et des Partenaires au cours de cet événement, le Coordonnateur Résident a présenté des points de plaidoyer en faveur de la redynamisation de la concertation et de la coordination conjointe entre le Gouvernement et ses Partenaires. Ces messages ont permis la formulation d'engagements respectifs et la mise en place fin 2021 de partenariats entre le Système des Nations Unies et le Bureau d'Etudes Stratégiques sur le Développement de la Présidence de la République, pour formuler des propositions concrètes, sur notamment les mécanismes institutionnels de la coordination de l'aide.

Au niveau stratégique, afin de renforcer la cohérence dans les actions des agences du Système des Nations Unies et répondre de façon plus efficace aux priorités de développement du Burundi, l'équipe de pays a proposé au Gouvernement d'abréger la mise en œuvre de l'UNDAF 2019-2023 (le UNDAF prendra fin en décembre 2022) et de commencer la préparation du premier Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable pour la période 2023-2027. De ce fait, le développement du Bilan Commun Pays a été entamée en septembre 2021 et celui du Cadre de Coopération se déroulera en 2022.

Sur un plan programmatique, l'équipe de pays du Système des Nations Unies a initié, en étroite collaboration avec le Gouvernement du Burundi et d'autres partenaires, le développement de programmes conjoints en réponse aux priorités du Burundi. A cet égard, le développement d'un programme conjoint sur les chaînes de valeur agricoles a été initié afin de résoudre les problèmes interdépendants et liés, dont ceux relatifs à l'emploi des jeunes et des femmes, à l'éducation, à la nutrition, aux infrastructures, à l'énergie, à l'eau et à la gouvernance institutionnelle et économique. En outre, la troisième phase d'un programme nutrition qui regroupe la FAO, l'UNICEF et la PAM a été lancée avec l'appui de la Coopération Suisse.

Au niveau opérationnel, en 2021, dans un souci de renforcement de l'efficacité de l'équipe de pays, la mise en place de la Stratégie Opérationnelle Commune (BOS) a constitué une étape importante du « Delivering as One (DaO) » qui vise la cohérence et l'harmonisation des interventions des agences des Nations Unies. Répondant à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies que chaque pays soit doté d'un BOS à la fin de l'année 2021, le Burundi a signé le sien en décembre 2020, lui permettant d'harmoniser les procédures opérationnelles des agences afin de réduire les coûts de transaction et d'améliorer la qualité des services. Dans ce contexte, en 2021, 16 lettres d'accord à long terme ont été élaborées et un programme de co-voiturage a été initié.

Au cours de 2021 l'équipe de pays du Système des Nations Unies au Burundi a poursuivi la mise en œuvre de la réforme de l'ONU initiée en 2019 par le Secrétaire général par des sessions d'informations sur les principes et les piliers de la réforme à l'intention du personnel des Nations Unies dans le pays.

Par ailleurs, à travers la plateforme des Partenaires Techniques et Financiers au Burundi, l'équipe de pays a eu l'occasion de communiquer largement sur la réforme des Nations Unies et sur la manière dont celle-ci est réalisée dans le pays, par des changements programmatiques.



2.5. EVALUATIONS ET LECONS APPRISES

Le processus d'évaluation du plan cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement a démarré en 2021. Avec l'analyse des données collectées en cours, quelques conclusions préliminaires peuvent être tirées.

Pertinence

L'UNDAF (2019-2023) présente un niveau élevé de pertinence, démontrant un alignement prononcé avec les besoins et les priorités de développement du Burundi reflétés dans le document de programmation essentiel qu'est le PND (2018-2027) et opérationnalisés à travers le PNCP-SS-PCE. L'UNDAF répond également aux besoins des populations marginalisées et en situation de vulnérabilité. Toutefois, l'évaluation a montré que très peu de mesures ont été prises lors de l'élaboration de l'UNDAF pour focaliser ses interventions sur les provinces les plus vulnérables du Burundi.

Cohérence

Des initiatives s'inscrivant dans le sens de « *Unis dans l'Action* » et visant :

1. la réduction des coûts de transaction ;
2. l'amélioration de la qualité des services des prestataires ;
3. l'amélioration des liens entre les Programmes et les Opérations, ont été perçues encourageantes et devront se consolider de plus en plus par leur mise à l'échelle.

Toutefois, la gestion de l'UNDAF (2019-2023) par les mécanismes de mise en œuvre des *Delivering as One* (DaO) à travers les Groupes des Effets/Résultats et d'autres groupes interagences ne semblent pas jouer suffisamment leur rôle d'espaces de partage d'informations, de connaissances, d'expériences, de leçons apprises et de bonnes pratiques.

Efficacité

La qualité de la formulation du cadre de résultats, où les relations de causalité entre les produits et les effets ne sont pas systématiquement évidente et où la formulation des indicateurs ne remplissent pas systématiquement toutes les caractéristiques pour être SMART rend difficile l'analyse de la performance sous le critère de l'efficacité.

Efficience

En l'absence d'une stratégie de l'UNDAF 2019-2023 de mobilisation de fonds, les agences ont réussi à assurer le financement de leurs actions par d'autres approches. Le « label Nations Unies » a permis à celles-ci de mobiliser d'autres partenaires et, dans certains cas, des ressources additionnelles. Le montant de la grande majorité des actions du SNU, le développement modeste

des programmes conjoints et certaines limitations dans la gouvernance de l'UNDAF ont rendu difficiles l'optimisation des ressources et la mutualisation des efforts.

Durabilité

Même si le volet programmatique a connu quelques ralentissements, notamment par rapport à l'adoption des textes juridiques et réglementaires dans la mise en place des différentes politiques, il constitue un format à partir duquel les orientations engageant l'avenir sont posées. L'approche institutionnelle mise en avant par l'UNDAF est aussi un facteur propice à une bonne pérennisation des actions. Les interventions du SNU dans les 6 Effets ont, en général, été ancrées dans un cadre institutionnel national animé par les départements ministériels, des établissements publics et/ou les organisations de la société civile. Ces partenaires d'exécution se sont efforcés d'être à l'avant-garde dans la définition de leurs besoins et la mise en œuvre des activités susceptibles de répondre à ces besoins.

Aussi, un transfert de compétences par les formations et la mobilisation d'expertises externes appuyant diverses étapes des stratégies de développement a été effectué. Cependant, pour l'ensemble des Effets de l'UNDAF, la mobilité des personnes reste un défi majeur à la pérennisation des actions menées par le SNU.

Coordination et Suivi-évaluation

Le dispositif institutionnel de coordination est clairement défini dans le document de formulation de l'UNDAF mais sa mise en œuvre opérationnelle a été fragilisée par deux éléments importants : (i) l'absence de mise en place de deux instances stratégiques de coordination, en l'occurrence le Comité de Pilotage Conjoint et le Groupe Technique Conjoint (GTC) ; (ii) le changement de l'ancrage institutionnel dorénavant assuré par le Ministère des Affaires Etrangères alors qu'il était initialement dévolu au Ministère des Finances et de la Coopération au Développement Economique.

Par ailleurs, il est à relever que la ligne de rapportage GISE, PMT et UNCT devrait être renforcée afin de favoriser la circulation de l'information entre tous les différents organes de la mise en œuvre mais aussi et surtout afin de consolider les efforts réalisés, notamment avec une sensibilisation plus prononcée sur les principes de la Gestion Axées sur les Résultats à l'intention de toutes les parties prenantes de l'UNDAF.

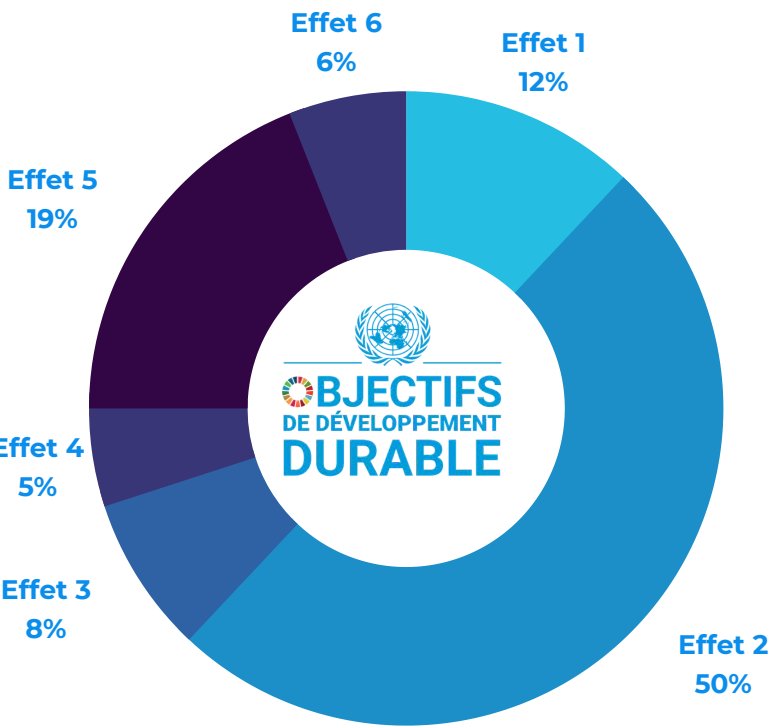


2.6. APERCU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

2.6.1 Aperçu financier

Ressources UNDAF pour l'année 2021 (USD)		
Budget planifié	Total ressources dépensées	Taux d'exécution
223,819,316	164,467,000	73%

Graphique 1: Répartition des dépenses par effet 2021



En 2021, 50% des dépenses de l'UNDAF ont concerné des interventions en faveur de l'Effet 2 (santé, eau-hygiène-assainissement) alors qu'au moment de sa signature, il était prévu que seulement 22% des ressources de l'UNDAF seraient dirigées vers cet effet (qui demeurerait le plus important en termes de ressources nécessaires). Le contexte de la pandémie de Covid-19 a renforcé les efforts de soutien à cet effet.

2.6.2. Mobilisation des ressources et qualité des financements

L'UNDAF a pu être mis en œuvre grâce aux appuis financiers de la Banque Africaine de Développement, de la Banque mondiale et du FMI, ainsi qu'au travers de fonds reçus de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, de la France, des Etats-Unis, des Pays-Bas, de la Russie, de la Suisse et de l'Union Européenne. L'UNDAF a également bénéficié de l'appui multilatéral au travers de fonds globaux tels que le CERF, le PBF, le Fonds Mondiale et le SDG Fund.

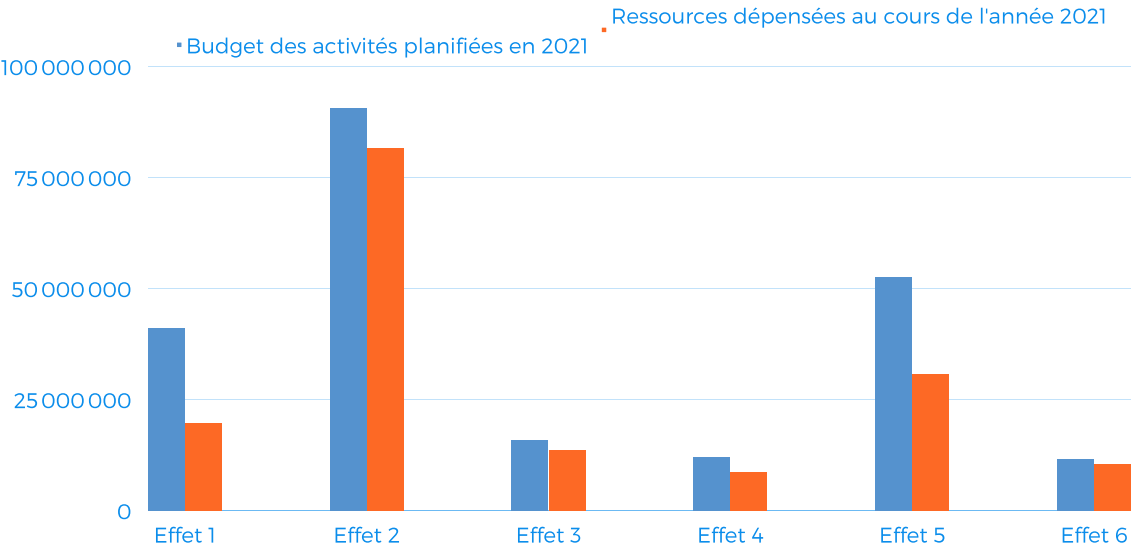


Depuis la mise en place en novembre 2021 d'un fonds fiduciaire multipartenaires pour le Burundi, l'UNDAF peut également bénéficier de ressources additionnelles au travers de ce mécanisme, tel que pour son programme conjoint "Lutter contre la malnutrition par des interventions multisectorielles dans les communautés vulnérables du Burundi".

Table 2: Aperçu financier par effet 2021 en USD

	Budget des activités planifiées en 2021	Ressources dépensées au cours de l'année 2021
Effet 1	41,081,216	19,570,056
Effet 2	90,568,910	81,470,064
Effet 3	15,862,553	13,550,382
Effet 4	12,078,123	8,711,011
Effet 5	52,589,823	30,750,526
Effet 6	11,638,691	10,414,961

Graphique 2: Aperçu financier par effet 2021 en USD



Bien qu'ayant réussi à mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de leurs activités planifiées en 2021, l'Effet 1 n'a pas réussi à exécuter 50% de son programme, principalement en raison du caractère procédural et inclusif de certaines activités que les restrictions liées à la pandémie ont retardé, notamment la publication de certaines études ou évaluations. La mise en œuvre des activités de l'Effet 5 ont également été ralenties par les contraintes logistiques consécutive à la pandémie (révision des coûts des intrants et du transport, difficultés de déplacement en provinces,...).

Démarrant avec des ressources en début d'année estimées à 68.392.000 USD, l'Effet 2 de l'UNDAF a bénéficié de 112 millions de dollars de financements supplémentaires au cours de l'année 2021, parmi lesquels une contribution du Fonds Mondial plus de 77 millions de dollars pour renforcer la lutte contre (i) le VIH/SIDA, (ii) la tuberculose, (iii) le paludisme et (iv) le Covid19 pour les 3 prochaines années.



3

**PRIORITES DE L'EQUIPE
DE PAYS DES NATIONS
UNIES POUR 2022**





L'Année 2022 sera fortement marquée par le développement du Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable. Ce dernier sera précédé par la finalisation du Bilan Commun Pays et de l'évaluation de l'UNDAF 2019-2023 commencés en 2021.

UNSDCF

Le nouveau Plan-cadre de Coopération devrait entraîner un réajustement de la composition de l'équipe de pays du Système des Nations Unies au Burundi. En outre, il sera l'occasion d'utiliser les nouvelles directives de planification de l'ONU, qui prônent l'intégration et l'utilisation d'approches systémiques dans la définition des réponses pour proposer des approches innovantes et inclusives en appui aux priorités de développement du Burundi telles qu'exprimées dans le PND et le PNCP. Dans ce contexte, les questions urgentes notées en 2020 et 2021 continueront d'être explorées, notamment celles liées aux impacts du changement climatique, à la gestion des déplacées internes et des réfugiées, aux systèmes alimentaires, à l'emploi des jeunes et des femmes et à la protection sociale.

Soutien au Gouvernement du Burundi et ses partenaires

En capitalisant sur les acquis de l'année 2021, le Système des Nations Unies continuera à soutenir le Gouvernement du Burundi dans ses efforts d'ouverture et de réengagement avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, aussi bien au niveau politique qu'au niveaux stratégique et programmatique. A cet effet, le SNU s'emploiera à utiliser le fonds fiduciaire multipartenaire établis en 2021 pour fédérer les synergies et continuer à améliorer la cohérence et la coordination autour des initiatives en appui aux priorités nationales de développement.

Appui conjoint à l'ISTEEBU

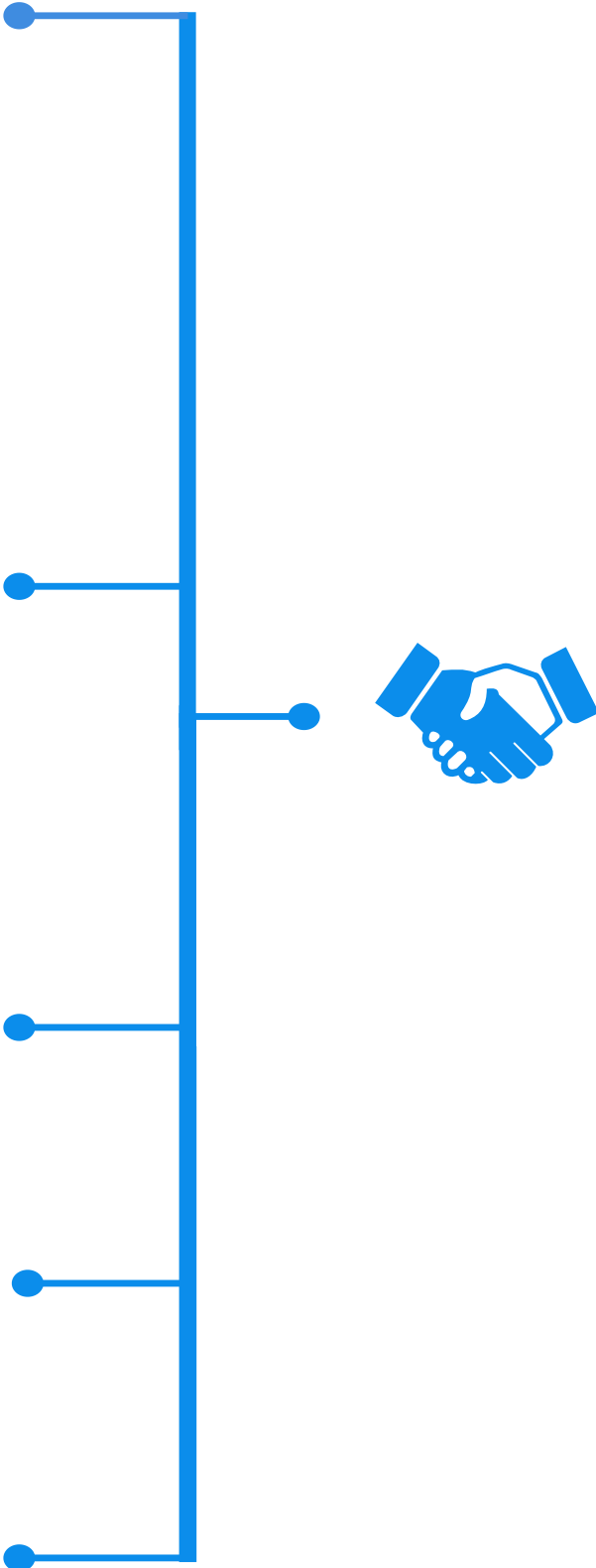
La question des statistiques restera un point essentiel d'action en 2022. De ce fait, le SNU s'engagera à fournir un appui conjoint à l'ISTEEBU pour faciliter la collecte, l'analyse et la visualisation des données, ainsi que la digitalisation des systèmes d'informations statistiques du Burundi.

Renforcement de l'intégration régionale

Le renforcement de l'intégration régionale, notamment l'encrage du Burundi dans la région des grands lacs, constituera une composante importante de l'appui du SNU au Burundi en 2022. A cet effet, les initiatives transfrontalières, en collaboration avec les entités à mandat régional ou sous-régional, seront explorées.

Ne laisser personne pour compte

L'objectif du SNU au Burundi en 2022 maintiendra la même trajectoire que ceux des années précédentes. Le but ultime est de ne laisser personne de côté et de combattre la pauvreté sous toutes ses formes et dimensions.







NATIONS UNIES
BURUNDI
.....

CONTACTS



N° 10, Avenue des Patriotes
Bujumbura-Burundi



<https://burundi.un.org>



@UN_Burundi



@nationsuniesburundi